Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 3 le 17 mars 2013, notamment sur l'intervention militaire française au Mali, la situation en Syrie et sur la construction européenne.

2013-03-17

Q - La France plus que jamais aux avant-postes, c'est ce dont nous allons parler aujourd'hui puisque le gouvernement défend l'idée d'armer les rebelles syriens, qui se battent depuis deux ans maintenant pour faire tomber Bachar Al-Assad avec un prix très lourd, 70.000 morts.

L'actualité de cette matinée, c'est, ce qui a été confirmé par le président de la République, la mort d'un cinquième soldat français au Mali. Il était caporal dans le 1er régiment d'infanterie de marine d'Angoulême.

Le président de la République à Toulouse ce matin pour un hommage aux victimes de Mohamed Merah. Laurent Fabius, l'islamisme radical c'est encore une menace aujourd'hui en France, ou c'était juste une dérive personnelle ?

R - Il y a de petites cellules terroristes qui sont évidemment suivies de près par mon collègue, le ministre de l'intérieur. Il faut être extrêmement dur à l'égard de ces cellules, mais il ne faut pas faire d'amalgame. Les musulmans dans leur ensemble sont des gens parfaitement pacifiques, mais les cellules terroristes - quel que soit le type de terrorisme - il faut les poursuivre.

Q - La France est-elle en train de prendre une nouvelle place dans le monde ? C'est la question qu'on peut se poser parce que cela fait deux mois que l'armée française est au Mali. Et puis, il est question maintenant que la France aide les rebelles syriens en fournissant des armes. Pour cela, vous espérez avoir le soutien de l'Europe ou, en tout cas, de plusieurs pays européens. On va y revenir.

D'abord l'image de la semaine, le nouveau pape François élu mercredi. Vous serez mardi à son intronisation avec le Premier ministre. C'est un Argentin, est-ce que c'est le signe que l'Amérique latine est un continent qui compte de plus en plus ?

R - Sûrement, elle compte à tous égards et tout particulièrement chez les catholiques. Ce pape soulève beaucoup d'espoirs chez les catholiques. Je n'ai pas à me prononcer de manière religieuse, mais ses premiers mots - «je suis le pape des pauvres» -, ses premiers gestes ont suscités beaucoup d'espoir.

Q - Qui chez vous résonne, cela veut dire...

R - Oui, cela résonne. L'Amérique latine est un grand continent, sur le plan évidemment religieux mais aussi sur le plan politique et économique.

Q - Justement, l'Église catholique doit-elle avoir un rôle politique et diplomatique ?

R - Diplomatique, on répète souvent - et c'est vrai - que le pape est le chef d'un État...

Q - Comme les autres ?

R - Non, ce n'est pas le plus grand État mais disons que son rayonnement est d'influence. Ce n'est donc pas un rayonnement économique mais c'est une puissance spirituelle très importante. Il est donc normal que nous la prenions en compte. Donc, avec le Premier ministre, nous serons à Rome mardi matin.

Q - Le pape François peut avoir un rôle politique aussi en Amérique du Sud ?

R - Tout dépend ce qu'on appelle «politique«...

Q - On a vu par exemple Jean-Paul II en Pologne.

R - Ce n'est pas la même chose. Mais je crois que les premiers mots, les premiers gestes qu'il a eus disant : «l'Église doit se tourner vers les pauvres», c'est politique.

Q - On va parler de la France maintenant sur tous les fronts. Ce matin, nous avons appris la mort d'un 5ème militaire français au Mali, en deux mois. Cela veut dire que la résistance des islamistes sur le terrain est plus dure que prévue ?

R - D'abord, je voudrais lui rendre hommage. Merci de souligner qu'il s'agit du cinquième soldat français tombé. Cela veut dire que la guerre au Mali est une vraie guerre. Nous sommes en train de la gagner mais cela comporte pour nous beaucoup de sacrifices et nos armées font un travail absolument admirable. Nous sommes en train de gagner la guerre, après il va falloir gagner la paix, mais je pense que cela va être le cas.

Q - On va y revenir à propos du Mali, ce qui va se passer dans l'après. Mais pour l'instant, il y a aussi sept Français retenus en otage au Sahel, certains depuis plus de deux ans. Hier, il y a eu des rassemblements dans plusieurs villes de France pour soutenir quatre d'entre eux qui sont otages depuis 900 jours. Nous avons rencontré le président de l'un des comités de soutien de ces otages, Pascal Lupart, il va vous poser une question, vous allez l'entendre.

Bonjour, Monsieur le Ministre. Je suis le président du Comité de soutien des familles de Philippe Verdon et Serge Lazarevic, otages au Mali depuis novembre 2011. Dans cette position très délicate, je m'exprime au nom des familles. Le ministère de la défense situe nos otages dans les Ifoghas. Si c'est vraiment le cas, nous avons d'un côté des djihadistes très résolus, déterminés, avec un comportement imprévisible ; et de l'autre des troupes franco-tchadiennes très engagées et, au milieu, les otages. D'où la grande inquiétude des familles qui vivent depuis quelques temps un enfer tous les jours. Dans ce contexte, quelle est monsieur le ministre votre évaluation sur une possible évolution de la situation et sur les chances des otages de recouvrer leur liberté ?

R - Nous gardons espoir. Évidemment, la situation est extrêmement difficile et les familles d'otages font preuve d'un courage formidable. Nous sommes en contact avec elles par le centre de crise du Quai d'Orsay, que ce soit d'ailleurs pour les otages qui sont au Mali ou les otages qui sont au Nigeria...

Q - Oui, d'où vous rentrez !

R - D'où je rentre, donc nous sommes en contact permanent avec les familles. Nous avons choisi une ligne avec le président de la République : beaucoup de détermination. Je ne vais pas rentrer dans les détails mais tout est fait, je dis bien tout, pour qu'ils recouvrent leur liberté. En même temps, nous devons être très discrets parce que toute indication précise que nous pourrions donner serait aussi une indication donnée aux preneurs d'otages.

Q - Bien sûr, mais vous comprenez l'inquiétude de ces familles qui se disent : il y a la guerre là où sont nos otages. Qu'est-ce que vous pouvez leur dire ?

R - Je le leur ai dit puisque, nous les rencontrons, et elles le comprennent, à la fois qu'il faut lutter contre le terrorisme, qui est un mal absolu, et, en même temps que, dans notre lutte, nous sommes extrêmement attentifs à préserver ce fil pour pouvoir récupérer nos otages en vie. Mais c'est extrêmement dur à vivre pour ces familles qui font preuve vraiment d'un courage absolument admirable.

Q - Vous évoquiez l'après intervention de la France au Mali... Les Nations unies ont évoqué hier la possibilité qu'elles puissent prendre le relais des forces françaises à partir du mois de juillet...

R - Oui.

Q - Enfin une date, j'allais dire, un peu ferme. Cela veut dire que le calendrier du retrait de la France se précise vraiment ?

R - Oui, je vais vous donner exactement le calendrier sur le plan militaire. Là, nous sommes engagés avec les Tchadiens et avec la MISMA, c'est-à-dire les troupes africaines. Au mois

d'avril, une décision sera prise par les Nations unies qui va dire que ce n'est plus le même contexte juridique, que c'est maintenant à l'ONU de prendre la responsabilité de l'ensemble. Ce sera décidé au mois d'avril et ce sera appliqué au mois de juillet, c'est à cela que vous faisiez allusion. Parallèlement, les troupes africaines vont prendre le relais des troupes françaises ; des troupes françaises resteront mais en moins grand nombre qu'auparavant.

Et puis il ne faut jamais oublier qu'il y a l'aspect militaire, qui est très important, mais il y a aussi l'aspect démocratique, politique. Il faut que le dialogue s'installe au Mali, il faut que des élections aient lieu au mois de juillet.

Q - Cela peut se faire en si peu de temps, dans un pays ravagé, dans un pays déséquilibré, désorganisé ?

R - Il le faut parce qu'il faut mener un peu tout à la fois. Et puis il y a l'aspect de développement, parce que le développement économique est la clé. Ce mardi, il y a une réunion à Lyon avec l'ensemble des collectivités territoriales françaises, qui sont jumelées avec les collectivités maliennes, il y en a beaucoup. Donc action militaire, action démocratique, action économique.

Q - Autre front maintenant, la Syrie, parce que la France a fait la proposition d'armer les rebelles syriens, avec le président de la République. La Grande-Bretagne est d'accord, les autres pays européens, moins : l'Allemagne, entre autres. Angela Merkel...

R - ...s'interroge.

Q - ...Elle s'interroge assez ouvertement, Angela Merkel...

R - Non, j'aurai tout à l'heure, après vous avoir quitté, mon collège et ami M. Westerwelle, le ministre allemand des affaires étrangères, au téléphone. Nous discutons, c'est normal.

Q - C'est un risque, en tout cas, d'armer les rebelles en Syrie. Les autres pays ne vous suivent pas pour l'instant. Vous prenez un risque, et la France prend un risque.

R - Non. Je peux peut-être expliquer les choses en quelques mots. Aujourd'hui, prévaut une situation absolument abominable : on évoque 70.000 morts, certains disent 100.000 morts, plus d'un million de réfugiés, et plusieurs millions de personnes déplacées. Non seulement en Syrie, mais dans les pays voisins : la situation est extrêmement dure. Bachar Al-Assad ne veut pas bouger. Si cela continue comme aujourd'hui, non seulement il va y avoir de plus en plus de morts, mais le risque est que les extrémistes, c'est-à-dire Al-Qaïda, prennent finalement le dessus. Et donc nous nous sommes dit : si on veut arriver à une solution politique, ce qui est nécessaire, il faut faire évoluer la situation militaire sur le terrain et pour ce faire, il faut que les résistants puissent avoir des armes pour lutter contre les avions qui les mitraillent.

Q - Alors c'est intéressant, vous dites les résistants. On a l'habitude de dire les rebelles, vous dites : les résistants.

R - Bien sûr.

Q - Mais quels résistants ?

R - C'est la Coalition nationale...

Q - Vous les avez identifiés ?

R - Bien sûr.

Q - Vous savez à qui vous allez donner des armes ?

R - Bien sûr !

Q - Non mais, on s'en doute, mais quelles garanties qu'elles ne partent pas ailleurs ?

R - C'est la coalition nationale syrienne. Vous vous rappelez peut-être que la France a été la première à la reconnaître. Elle est dirigée par M. Moaz El Khatib. À l'époque on nous disait : «Mais vous allez trop vite». Maintenant, plus d'une centaine de pays ont reconnu cette coalition qui, et c'est très important, garantit que, dans la Syrie de demain, toutes les communautés seront respectées. C'est à la branche militaire de cette coalition nationale que, si des armes devaient être livrées, elles seront livrées.

Q - Mais est-ce qu'il n'y a pas danger aussi de voir Bachar Al-Assad répliquer, utiliser des armes chimiques ? Cela se dit aussi.

R - Oui...

Q - Un risque d'escalade, aussi ?

R - ...Mais Bachar Al-Assad, en ce moment, détruit son peuple et son pays : il torture, il assassine, il tue !

Q - Mais un risque d'escalade, qui pourrait même rejaillir sur les pays aux alentours, vous l'évoquiez tout à l'heure...

R - Le risque est déjà là ! Quand vous détruisez un peuple, c'est insupportable et cela signifie que vous poussez cette population à bout ! Et comme vous l'avez souligné, M. Bachar Al-Assad a des armes chimiques. Et il est certain que s'il les utilisait, non seulement ceux qui sont contre lui, mais aussi les Russes et les Chinois, à ce moment-là, interviendraient.

Q - Y aura-t-il un débat au Parlement sur cette question, en France ?

R - Le débat est parfaitement ouvert, en permanence, et...

Q - Mais un débat spécifique ?

R - ...nous sommes tout à fait ouverts à cela, bien sûr. D'ailleurs, ce que nous essayons de faire, vous l'avez vu, depuis que je suis à la tête de la diplomatie française, c'est d'essayer de rassembler les forces politiques. Sur la politique étrangère, l'essentiel des forces politiques est uni. Sur la question de l'embargo, là il y a des différences, mais qui ne recoupent pas exactement les lignes politiques. J'ai vu en particulier que M. Juppé, qui a une grande expérience de ces problèmes, comprenait tout à fait cette décision. Mais nous sommes parfaitement ouverts au dialogue, et il est tout à fait légitime que l'on se pose des questions. Ces questions, nous nous les posons nous-mêmes ; mais il y a un moment où il faut répondre.

Q - Monsieur Fabius, vous êtes ministre des affaires étrangères, avec des dossiers très lourds à gérer, mais vous êtes aussi le membre le plus expérimenté de ce gouvernement. Vous avez été ancien Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, entre autres. Et c'est justement à ce titre que François Hollande, lorsque vous étiez dans l'opposition, vous avait demandé de regarder la première année du quinquennat. Alors ma question sera assez directe : est-ce que vous n'avez pas complètement sous-estimé l'état réel du pays, la gravité de la crise, lorsque vous étiez dans l'opposition ?

R - Je ne crois pas. Nous avions fait différentes hypothèses. Mais c'est vrai qu'en ce qui concerne la puissance industrielle du pays, les choses sont plus dégradées que ce qui était dit. La dernière fois que j'ai été au gouvernement, j'étais ministre de l'économie et des finances, c'était il y a dix ans. Et quand nous avions quitté le gouvernement, il y avait un excédent commercial, et il y avait une industrie très solide. Dix ans après, la France a beaucoup reculé. Et la vraie marque, si vous voulez, du manque de compétitivité, c'est notre déficit commercial. Et donc il faut rassembler toutes nos forces. Maintenant...

Q - Est-ce qu'il ne fallait pas le dire, d'emblée ? C'est-à-dire, dire au pays : l'état est très grave, la situation est très grave ? Est-ce qu'il n'y a pas eu une sorte de péché, de dire : Non, non, cela va s'arranger, cela va aller beaucoup mieux comme cela ?

R - Je crois que cela a été dit, mais peut-être aurions-nous dû le dire plus fortement. Je crois que vous mettez l'accent sur un point très important : contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas une crise. Une crise, cela laisse entendre que les choses vont être difficiles pendant trois mois, et qu'ensuite tout reviendra comme avant. Pas du tout : c'est un changement du monde. C'est un monde tout à fait nouveau, où l'Europe et la France n'ont plus la même place qu'avant, où le travail n'a plus la même signification, les technologies sont différentes. Et donc, il nous revient à nous, puisque c'est maintenant que cela arrive, puisque le travail

n'a pas été fait suffisamment avant, de muscler, de redresser la France, pour faire face à ce changement du monde.

Q - L'Europe. En 2005 vous avez dit non à la construction européenne telle qu'elle se faisait...

R - Non, je vous arrête ! Non à la Constitution, oui à une Europe différente !

Q - ...Voilà, oui à une Europe différente. Vous disiez...

R - C'est ce qu'on est en train de voir.

Q - ...Telle qu'elle est partie, l'Europe ne sera jamais bonne pour les peuples, pour la croissance, pour le bien-être.

R - Si ce n'est pas modifié, oui.

Q - Est-ce qu'aujourd'hui vous êtes aussi sévère sur la construction européenne ?

R - Mais malheureusement, une grande partie de ce que j'avais prévu s'est produit, puisqu'on voit bien qu'une Europe qui n'aurait pas vraiment du muscle économique, du muscle social, du muscle environnemental, ne marcherait pas ! Et donc on est en train - trop lentement - d'évoluer. Et c'est la position que défend la France. La France dit : il faut être sérieux budgétairement, mais il faut de la croissance.

Q - Faudrait-il un changement en Allemagne ? Faudrait-il le départ de Mme Merkel, pour que tout change ?

R - Nous travaillons très bien avec les Allemands, avec ce gouvernement, comme avec, le cas échéant, un autre gouvernement. Mais ce n'est pas à nous de choisir le gouvernement allemand.

Q - Mais quand Bruno Le Maire, qui était ministre de l'agriculture il y a à peine un an, dit : «C'est l'Union européenne qui actuellement fait monter le populisme, parce qu'elle est complètement aveugle par rapport à la colère des peuples», est-ce que vous pensez...

R - Il n'a pas tort, c'est quelque chose que je disais dès 2005, oui.

Q - Et qu'est-ce qu'on fait, alors, très concrètement ?

R - Il faut réorienter, c'est-à-dire : oui au sérieux budgétaire, mais en même temps, musclons la croissance. S'il n'y a pas de croissance, il n'y a pas d'emploi ; s'il n'y a pas de croissance, il n'y a pas d'équilibre budgétaire. Donc il faut faire ce que demande Barack Obama, ce que demandent d'autres : c'est-à-dire équilibrer le sérieux budgétaire, qui est nécessaire, par un soutien à la croissance, à l'industrie, à l'économie.

Q - Manuel Valls a déclaré qu'il allait poursuivre les expulsions de Roms installés illégalement en France ; il chiffre à 20.000 le nombre de Roms installés illégalement dans notre pays. Pour ou contre cette politique de renvoi des Roms qui sont installés illégalement dans notre pays ?

R - Je suis pour une politique de fermeté.

Q - Même si cela peut créer des tensions avec la Roumanie, par exemple, ou la Bulgarie ?

R - Il faut expliquer aux Roumains, aux Bulgares, qui le comprennent, que la solution est surtout chez eux, par le développement. Mais d'une manière générale, je suis pour l'application des décisions de justice, et pour la fermeté.

Q - On parlait à l'instant de la situation économique : une France qui paraît bloquée aujourd'hui. On voit par exemple qu'aux États-Unis le chômage baisse, et qu'on sent une petite reprise économique, cela va plutôt mieux. Faut-il attendre que la reprise américaine réussisse, pour que cela arrive en France ?

R - Non ! D'où la position de la France, on en parlait il y a un instant, sur l'Europe Si les choses redémarrent aux États-Unis, c'est bon pour la France. Mais en Europe, et l'Europe est quand même la première puissance commerciale, notre position est de dire quoi ?

Les pays qui peuvent faire quelque chose en matière de croissance, devraient le faire. On a parlé de l'Allemagne, les pays du Nord. Les pays qui sont obligés d'avoir un certain nombre d'économies budgétaires, pardon, doivent respecter ces économies.

Mais l'Europe est un tout ! Et on parlait de l'Allemagne ; si l'Europe est en dépression, l'Allemagne elle-même en sera victime. Vous avez à l'esprit le dernier chiffre qui était connu sur le taux de croissance en Allemagne : moins 0,6 %. Donc nous sommes embarqués dans la même aventure, et il faut que chacun le comprenne.

Q - Alors, la même aventure de l'Europe qu'est l'euro, justement. Arnaud Montebourg, aujourd'hui, dans Le Journal du Dimanche, dit encore : L'euro est un frein à notre économie. Vous pensez la même chose ?

R - L'euro est cher. Cher, c'est le mot exactement. Je connais très bien ces problèmes pour m'en être occupé pendant longtemps. Il faudrait que les Européens ne soient pas un peuple plus naïf que les autres, voilà. Par exemple, en Amérique, vous parliez des États-Unis, il y a une banque centrale qui est indépendante, la Federal Reserve. Mais, c'est une espèce de miracle, le dollar évolue toujours dans le sens des intérêts de l'Amérique !

Eh bien, moi je demande que ce soit la même chose en Europe. Le nouveau président, M. Draghi, de la Banque centrale européenne, fait un très bon travail, c'est un homme très intelligent. Il faut que l'euro, le niveau de l'euro, la parité de l'euro, accompagne le

développement de notre industrie, et non pas l'empêche, mais ce n'est pas en claquant des doigts qu'on va y arriver. Il faut qu'il y ait un pilotage de l'euro - d'ailleurs il est prévu par les textes.

Q - Et pourquoi ce n'est pas fait ?

R - Parce que l'Europe est trop timide.

Q - Il n'y a pas des blocages idéologiques, dogmatiques ?

R - Oui. C'est-à-dire que l'Europe est un peu naïve. C'est la même chose en matière industrielle : nous sommes souvent une passoire. Il ne faut pas être protectionniste, cela n'a aucun sens ! Si nous voulons exporter, il faut pouvoir importer. Mais il ne faut pas être plus naïf que les autres. Nous avons la Chine en face de nous, nous avons les États-Unis, nous avons l'Amérique latine. Eh bien, il faut que l'Europe s'affirme vraiment comme ayant une volonté !

Q - Merci Laurent Fabius d'avoir accepté notre invitation dans «12/13 Dimanche»...

R - Merci de m'avoir invité, merci beaucoup.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 20 mars 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187476-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra